

Les lycées

octobre 2008

La réforme des lycées, elle aussi repoussée à la rentrée 2010, s'appuie en partie sur la masterisation des concours : en effet, elle **reproduit au sein du secondaire les démarches qui ont présidé aux réformes universitaires**. Outre une grande politique de suppression de postes (11 200 fonctionnaires en moins en 2008, 13 500 en 2009), **les lycées généraux, les collèges et les lycées professionnels subissent eux aussi la doxa néo-libérale du gouvernement**.

Lycée général, diviser pour mieux régner

La loi Darcos, dans le cadre de la semestrialisation de l'année scolaire, **instaure un socle commun de connaissances particulièrement réduit, complété par des modules** : ces enseignements optionnels constituent la majeure partie des cours. Ainsi, les lycées qui ont les moyens de proposer des enseignements diversifiés (arts plastiques, langues anciennes, cinéma...) pourront **s'offrir des bacs "de luxe"**, tandis que les autres devront **se contenter de contenus minimaux**. Sans même parler de l'égalité entre élèves d'un même établissement, **l'égalité entre les lycées**, auparavant garantie par un cadre national des formations et des diplômes, **est mise à mal** : l'opposition entre lycée publique sans débouchés et lycée d'élite devient la règle, et la **suppression de la carte scolaire n'arrange rien**.

Même scénario au collège

Sous prétexte de répondre à l'échec scolaire, l'instauration du "socle commun" **diminue le niveau d'exigences au lieu d'accroître les moyens**. De plus, les cours en petits groupes, qui permettaient aux élèves en difficulté de ne pas sombrer, sont **remplacés par d'obscurs "projets personnalisés"**.

Lycée professionnel, la casse continue

La réforme du bac professionnel **supprime la filière BEP/Bac Pro de 4 ans au profit d'une filière Bac Pro de 3 ans**. Alors même que les filières professionnelles manquent d'enseignement général, il s'agit de **réduire les heures de français, histoire-géo, langues vivantes, mathématiques et physique**. De plus, l'enseignement professionnel lui-même perd en qualité, par "souci d'économie".

Des économies qui coûtent cher : en effet, sans formation de qualité, il devient quasiment impossible aux jeunes diplômés **de faire valoir leur droit à un emploi stable et bien rémunéré**.

De plus, la loi prévoit d'**organiser les établissements "autour d'un ou deux champs professionnels"**, selon le bassin d'emploi local : comprenons suppression de formations et de spécialités.

A terme, **les besoins des entreprises en main-d'oeuvre détermineront de véritables ghettos éducatifs** : un élève qui souhaite devenir menuisier devra renoncer à son projet s'il vit dans une région où ce type d'industrie n'existe pas.



Et l'école ?

A l'école primaire, le volume horaire (déjà réduit à la rentrée 2008) est appelé à diminuer : **on densifie donc le contenu des cours, et tant pis pour ceux qui restent sur la touche**. Ils ne pourront même pas faire appel aux RASED, ces maîtres spécialisés qui interviennent au plus près des difficultés scolaires : **l'Education Nationale se passe désormais de leurs services**.

De plus, une logique semblable à la masterisation des concours menace le mode de recrutement des instituteurs : l'intégration des IUFM aux universités vise à **la disparition du concours de professeur des écoles au profit d'un recrutement local de droit privé**.

Concernant l'école maternelle, cycle scolaire des premiers savoirs, Xavier Darcos estime qu'il n'est pas nécessaire de **"payer des gens à bac +5 pour faire faire la sieste à des enfants"**.

On parle d'ailleurs de **supprimer les maternelles au profit de "jardins d'éveil" privés et, bien entendu, payants**.

